

Bilan du programme de formation 2016

STRUCTURE : **DIRECTION GENERALE DES PATRIMOINES**

Département de la formation scientifique et technique (DFST)

1 Introduction

L'offre de formation continue 2016 comportait près de 120 actions de formations catalogue, pour un total de 160 sessions de stages et 2500 stagiaires attendus. Le programme de formation 2016 s'inscrivait dans le cadre de la note ministérielle du plan de formation pluriannuel 2014-2016 construit sur des orientations prioritaires. Pour la direction générale, il s'agit des axes majeurs suivants :

- préparation aux examens et concours, post-recrutement
- acquisition de connaissances de base : les fondamentaux des métiers des patrimoines
- accompagnement aux évolutions des métiers
- formations sécurité-sûreté et accueil des publics
- formations sur site patrimonial.

2 Chiffres-clés et personnel-budget

a) chiffres-clés de l'année 2016 :

- sur les 120 sessions stages offerts au catalogue, 8 stages ont été annulés par manque d'inscrits ou défaillance pédagogique. Exemples de stages annulés : «Lecture du paysage», «Architecture et patrimoine du XXème siècle», «Sceaux supports éducatifs et culturels».
- plus de 100 sessions hors catalogue ont été organisées dans tous les domaines : sécurité-sûreté et accueil des publics (notamment pour les musées nationaux), patrimoine (logiciels documentaires, connaissances juridiques...), archives (stages en intra).
- Plus de 3000 participants sélectionnés. stagiaires Culture : plus de 2000 stagiaires ; stagiaires non Culture (principalement territoriaux) : 900 soit près de 30 % du total.

b) personnel-budget :

L'année 2016 a été marquée par le départ à la retraite de deux collaborateurs du département, M. Dubois (juin) et Mme Stern (octobre). Cette même année, ont été affectés au DFST 3 agents :

- Mme Sonia Salazar-Zéa (cat. B), chargée des stages internationaux d'archives (avril)
- Mme Patricia Fourcade (cat. B), responsable de formation chargée de la spécialité musées (août)
- Mme Françoise Sallio (cat. C), chargée de la gestion des personnels hors Culture et de la facturation (septembre).

La dotation du département de la formation scientifique et technique s'est élevée sur le titre 3 à 560.000 euros. Ce budget a été consommé en AE en quasi totalité. La répartition entre les principaux postes de consommation s'établit comme suit :

- formation continue : 370 000
- formations internationales : 60000
- location de salles : 85 000
- post-recrutement Architectes Urbanistes de l'État (AUE): 30 000

Parallèlement à cette dotation, un budget d'environ 200 000 euros à été affecté à la prise en charge des déplacements et des frais de mission des formateurs et des stagiaires de centrale ainsi qu'aux frais de mission formation des agents des DRAC et des SCN, suite à la mise en place du

Bilan du programme de formation 2016

principe *qui invite paie*. Ce sont environ 900 ordres de mission qui ont été initiés dans l'outil chorus DT

3 Présentation des principales actions par domaine de la formation continue

POST-RECRUTEMENT :

Les formations post-recrutement architecture-patrimoine rencontrent toujours un bon accueil auprès des agents des DRAC et des UDAP, déjà en poste depuis un certain temps ou venant d'intégrer ce type de service. La formation de cinq jours a été concentrée sur les spécificités du travail en UDAP et DRAC, notamment l'urbanisme réglementaire et des visites de secteur sauvegardé et d'AVAP, visites commentées par les AUE en charge du secteur. Les stagiaires ont pu également faire des exercices de terrain leur permettant de se familiariser avec l'urbanisme en secteur protégé. Toujours dans l'optique d'accueillir les nouveaux arrivants, « Panorama de l'architecture et du patrimoine » et « Initiation à l'art des jardins » ont été organisées et ont rencontrée leur public, TSC Bâtiments de France et jardiniers venant d'entrer en poste. Nous avons accueilli aussi cette année quelques personnels des inventaires en régions et territoriaux ayant besoin de ces formations spécifiques. Les participants soulignent l'intérêt de ces formations et de suivre tous les modules en commençant par le panorama pour acquérir le vocabulaire de base. Le cycle jardin permet la rencontre de corps très différents comme les AUE et les jardiniers. Cette année, la moitié des participants était issue du corps AUE, montrant la nécessité des architectes de mieux connaître les jardins.

Pour les musées, nous avons proposé une formation post-recrutement de 5 jours pour les agents d'accueil et de surveillance, couvrant les thèmes principaux de l'accueil et surveillance, sécurité-sûreté, conservation préventive (notions). Nous avons réalisé à la demande du Palais de Compiègne une session post-recrutement spécifique de 4 jours (7 agents formés).

ACQUISITION DES FONDAMENTAUX :

Comme cela était prévu, nous avons mis en place, à la demande de la direction générale, une série de formations faisant suite au vote de la loi LCAP. Il a été décidé de créer deux formations distinctes de chacune une journée ; l'une pour les personnels des UDAP et CRMH, l'autre pour les personnels des SRA, DRASSM. Ces formations ont été animées par des représentants du service du Patrimoine, le bureau de la protection et de la gestion des espaces et la sous-direction de l'archéologie. Cela a été un lourd investissement de leur part, avec la présence parfois d'un représentant de l'inspection des patrimoines. Ces formations, avec l'appui du réseau des responsables de formation des DRAC, se sont déployées sur tout le territoire. C'est au total 13 sessions qui se sont déroulées à Paris (2) et en région (11), favorisant le dialogue entre les formateurs de l'administration centrale et les stagiaires : plus de 600 agents formés entre octobre et décembre 2016, le reste des formations se réalisant début 2017.

Dans la spécialité « musée », aucun stage catalogue n'a été annulé : 20 sessions de formation catalogue pour 300 agents formés. Les stagiaires sont majoritairement très satisfaits par la qualité des intervenants et le format des sessions. Les formations sur l'accueil (voir paragraphe « accueil des publics ») sont très appréciées. La répartition entre stages catalogue et stages sur sites permet de satisfaire la majorité des demandes pour les SCN, mais les demandes massives de certains EP (Picasso, Orsay) n'ont pas permis d'accueillir tous les stagiaires qui souhaitent s'inscrire. Pour les formations concernant les métiers musées : inventaire, conservation, régie d'œuvres (stage de base et stages ateliers pratiques renouvelés chaque année) : les stagiaires sont demandeurs d'ateliers thématiques pour poursuivre les formations en place ou de niveaux complémentaires pour approfondir certains aspects. Les formations sur la régie d'œuvres ont attiré des agents en cours de reconversion, préparant le concours CHED, mais aussi des régisseurs d'œuvres de musées

Bilan du programme de formation 2016

territoriaux. Le format de la formation sur l'environnement juridique des fonctions d'encadrement en accueil surveillance, actuellement de 3 jours, semble insuffisant pour traiter des nouveautés des dernières années : un format sur 4 jours est à mettre en place en 2017. Cela étant, les 2 stages «Les bases juridiques de l'action des personnels d'accueil et de surveillance» et «L'environnement juridique des fonctions d'encadrement des personnels d'accueil et de surveillance» rencontrent un succès non démenti auprès des participants venant de SCN ou EP musées, du C2RMF et pour une moindre part des Archives.

Les stages du métier des archives connaissent, comme les années précédentes, une très forte fréquentation. Le premier stage du cycle de l'apprentissage aux métiers des archives, «Initiation à l'archivistique : découverte des fondamentaux » bénéficie toujours d'un public aussi important et large (entre 30 et 37 candidats par session), venant de diverses administrations d'Etat et en grande majorité de collectivités territoriales. Les agents du ministère représentent un peu moins de 23%. Les stages de base en archives continuent d'attirer un nombre important de stagiaires («Classer et analyser les archives», «Rédiger des instruments de recherche», «Indexer», «Collecter», «Conserver», «Communiquer»...) car ils sont indispensables pour bien des agents en archives territoriales sans ou avec peu de formation. Les 2 stages juridiques ont beaucoup évolué depuis leur création, s'adaptant aux besoins des stagiaires en faisant, par exemple, participer des intervenants issus d'archives territoriales («Droit des archives») ou des historiens, des chercheurs («Circulaire évaluation et sélection des archives»), rendant ces stages plus proches des pratiques professionnelles des stagiaires. Nous accompagnons la demande récurrente de stages pratiques en archivistique en faisant évoluer la plupart des stages en y introduisant des exercices, des visites...ou un jour supplémentaire. Malgré tout, cette demande reste constante dans les évaluations.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années en étroite partenariat avec le DSIP et les DRAC, nous avons déployé des stages en métropole et hors métropole relatifs à l'apprentissage des outils documentaires patrimoniaux. En 2016, 43 sessions de formations, représentant 53,5 jours, pour 236 stagiaires ont été menés à bien ; ces chiffres sont inférieurs de moitié aux chiffres de 2014 et 2015 qui avaient vu le déploiement de Gestauran numérique. L'année 2016 a vu des demandes fortes de Gestauran (DRAC métropole et outre-mer) et Agrégée (DRAC métropole) légitimées par les fusions des DRAC. En effet, les chefs de service ont souhaité harmoniser les pratiques avec à chaque fois une volonté d'harmoniser par le haut. C'est à dire que les UDAP qui pratiquaient moins que d'autres ces outils informatiques patrimoniaux ont été invités à mieux utiliser ces pratiques informatiques. QGIS (outil de géolocalisation) fait désormais partie du socle bureautique du MCC (comme à l'Environnement). Nous avons une demande très forte en ce sens, que nous ne pouvons satisfaire, faute de formateur. Une projection a été envisagée jusqu' à l'été 2017. MediH@doc (portail des Patrimoines) monte également en puissance, et encore faute de formateurs internes, nous éprouvons des difficultés à répondre aux demandes.

ACCOMPAGNEMENT AUX EVOLUTIONS DES METIERS :

Nous avons conduit en 2016 une série de stages constituant une progression pédagogique dans l'informatisation et la valorisation des collections des établissements patrimoniaux, via les technologies de l'information et de la communication : «Informatiser les collections d'un musée : un enjeu stratégique pour l'établissement» (contenu pédagogique renouvelé). La session catalogue de cette formation s'est déroulée au musée d'art moderne du Havre. En complément du stage catalogue, les responsables pédagogiques de cette formation, appartenant au Service des musées de France, ont réalisé trois formations sur ce thème en région (DRAC Pays-de-la-Loire 12-14 janvier, Centre 7-8 mars, Bourgogne-Franche-Comté 21-23 juin), en s'appuyant sur le réseau des conseillers musées et ont touché près de 80 agents des musées de France. Chaque formation délocalisée a fait l'objet d'un compte-rendu détaillé de la part des deux responsables de formation appartenant au bureau de la diffusion numérique des collections. Le stage «Les musées sur

Bilan du programme de formation 2016

internet : recherche documentaire et veille» a connu une progression en fréquentation, en 2016., avec une majorité d'agents du ministère.

Pour le patrimoine, une session supplémentaire à Paris du stage «Le bâti patrimonial» a dû être organisée en raison de la forte demande, après celle réalisée en DRAC Bretagne en mars. Le stage «Initiation à l'analyse de l'orfèvrerie» reste d'un très haut niveau, du fait de la présence des 2 spécialistes que sont Catherine Arminjon et Francis Muel. On relève une grande satisfaction des stagiaires concernant les stages «Droit de l'urbanisme : initiation» et «Droit de l'urbanisme : niveau perfectionnement», ce niveau 2 ayant été créé en 2016. Le stage hors catalogue nouveau «Les autorisations individuelles d'urbanisme » a enregistré 37 demandes pour 20 places. Nécessité de prévoir 2 sessions en 2017. Les personnels d'UDAP sont demandeurs de stages techniques. Pour l'archéologie, nous avons réalisé en partenariat avec le service archéologique départemental des Yvelines, deux formations pratiques : «Le constat d'état tout au long de la chaîne opératoire archéologique» (1 journée) et «Protéger le mobilier archéologique contre les risques mécaniques» (2 jours).

Pour la spécialité archives, le cycle «Maîtriser l'archivage à l'ère du numérique» se maintient et s'enrichit. Ce cycle concerne tous les stagiaires qui sont ou seront impliqués dans un projet de dématérialisation et de mise en place de l'archivage électronique. Le premier stage «La dématérialisation de la production administrative» a accueilli un nombre important de stagiaires, soit 37 participants. Le deuxième stage «Mener une démarche de records» a connu une légère baisse (17 en 2015 et 11 en 2016), due principalement à un report des dates du stage, suite à l'indisponibilité d'une intervenante aux dates initialement prévues, mais, aussi, à la mise en place des stages intermédiaires. Ces stages, «Initiation au records management» et «Archiviste et conduite de projet» permettent de mieux aborder le deuxième stage du cycle et constituent, pour la plupart des stagiaires, un préalable pour mieux le suivre. De ce fait, en faisant le cumul des candidats des deux récents stages avec le stage «Mener une démarche de records management», on arrive à 131 participants pour 2016. Le stage «Dématérialisation de la chaîne comptable et des documents administratifs – PES V2», un des stages complémentaires du cycle a reçu 33 stagiaires. Ce stage intéresse, en premier lieu, les territoriaux pour lesquels le PES V2 (Protocole d'Echange Standard Version2) a été préconisé. Par ailleurs, un nouveau stage «Comment mener un projet de services communs d'archives» a été mis en place cette année pour répondre aux besoins des stagiaires, exprimés lors de diverses évaluations des sessions des stages du cycle. Il a pu accueillir 13 candidats qui sont confrontés aux problématiques de la mutualisation des moyens. En résumé, les stages du métier des archives papier et numériques attirent toujours de très nombreux candidats qui reconnaissent le très bon niveau d'expertise des intervenants et continuent à venir malgré les frais d'inscription pour les agents hors culture

Par ailleurs, nous avons réalisé des formations dites «transversales» qui s'adressent aux personnels des différents métiers des patrimoines. Pour 2016, on peut citer le stage très apprécié «Entre mémoire et patrimoine culturel immatériel» qui a engendré près de 40 inscriptions, avec l'intervention de nombreux spécialistes du domaine. Deux excellents stages ont également été mis en œuvre sur «La gestion du climat dans un site patrimonial» et «La vitrine» par le C2RMF (mention spéciale aux 2 intervenants de très haut niveau et très pédagogues). Le stage «Recherche documentaire et veille sur internet dans les domaines patrimoniaux» rencontre toujours l'approbation des candidats, très désireux de sujets portant sur la recherche documentaire sur internet (18 stagiaires). Les agents du ministère représentent 61% des stagiaires. Nous avons monté en 2016 une session de «Mener un projet de numérisation patrimoniale» qui a fédéré des personnels d'archives, de bibliothèques et de musées avec des formateurs des Archives, des musées (Service des musées de France, quai Branly), du Livre (Service du livre, BnF), de l'Inventaire général du patrimoine.

SECURITE-SURETE, ETUDE ET ACCUEIL DES PUBLICS :

1- sécurité-sûreté

Nous avons poursuivi notre offre sûreté déclinée par disciplines comme «Sûreté dans les musées», « Vol, sûreté, malveillance dans les musées», «Sûreté dans les monuments historiques», «Sûreté dans les locaux d'archives». La formation «Lutter contre le pillage archéologique» est toujours plébiscitée par les participants, archéologues des DRAC, INRAP...qui soulignent l'intérêt de faire venir un commandant de police, un inspecteur des douanes, donc de se familiariser avec le système judiciaire. Cependant, chaque année, nous rencontrons la même difficulté à faire venir les personnels en poste alors qu'ils jugent cette formation indispensable. Nous avons créé en 2016 avec les nouveaux responsables de la mission sécurité sûreté accessibilité de l'Inspection des patrimoines, deux stages sur la «Réglementation incendie : fondamentaux» (1 jour) et le «Plan de sauvegarde des biens culturels» (1 jour). Nous avons par ailleurs pour la première fois monté dans un établissement patrimonial le stage «Prendre en charge les collections sinistrées» ; il a eu lieu au château de Chantilly et les stagiaires ont beaucoup apprécié l'accueil et les exercices d'incendie organisés sur place. 13 agents des Archives : 8 d'Archives départementales, 4 des Archives nationales, 1 de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine et 3 agents de musées : Cluny, Douai, Lille, ont suivi un programme dense, coordonné par la responsable de la conservation préventive des Archives de France, accompagnée de nombreux intervenants d'archives, de musées, et des sapeurs-pompiers. Nous avons aussi accompagné la mise en oeuvre d'une formation, "Plan de sauvegarde des biens culturels" réalisée par l'ancien responsable de la mission sécurité sûreté accessibilité à la DAC Guadeloupe en mai 2016 (suivie par près de 30 agents de la DAC, de collectivités territoriales, musées et bibliothèques, association..).

Il faut aussi rappeler que nous finançons la formation individuelle d'agents désirant être habilités au secourisme, à la conduite de chariots, à l'intervention dans le domaine électrique etc. En 2016, nous avons payé la formation d'une centaine d'agents du ministère pour l'acquisition ou la mise à jour des connaissances (avec certification finale) concernant les différents niveaux des SSIAP, le HOB, le Caces etc, pour un coût global de 30.000 euros. Ces formations sont réalisées par la société prestataire retenue après un appel d'offres il y a 2 ans pour les agents d'île de France, par des entreprises locales pour la province.

2- accueil des publics

Nous avons réalisé en 2016 à destination des personnels d'accueil et de surveillance des formations abordant divers aspects de l'accueil avec des stages comme «Mieux accueillir les publics», «Le développement des relations inter-personnelles en situation d'accueil», «L'accueil des publics étrangers» ou «L'orientation et l'accompagnement des publics». Ces formations ont accueilli une majorité de personnels d'accueil et de surveillance des musées nationaux, d'établissements publics, du C2RMF, mais aussi de DRAC, du Mobilier national, et de quelques personnels de musées territoriaux et leur ont permis de bénéficier d'une pédagogie appliquée, de cas concrets adaptés aux réalités professionnelles des agents, voire d'échanges métiers enrichissants. Chaque stage se composait d'un public varié d'une moyenne de 10 personnes environ.

Pour répondre aux évolutions métiers dans le contexte numérique, nous avons enrichi, sous la conduite pédagogique du département de la politique des publics, le thème de la médiation numérique en proposant deux stages nouveaux complémentaires de niveaux base et

Bilan du programme de formation 2016

perfectionnement consacrés aux réseaux sociaux : «Les réseaux sociaux, une première approche», «La stratégie des réseaux sociaux dans un établissement patrimonial». Bénéficiant d'une pédagogie pro active, ces stages ont mobilisé les participants en leur proposant des jeux de rôles notamment et ont aussi fait l'objet d'une enquête de bilan réalisé 6 mois après les stages, permettant aux formateurs d'étudier les incidences concrètes et les usages nouveaux issus des formations proposées.

FORMATIONS SUR SITE ET FORMATIONS INDIVIDUELLES :

1- formations sur site

Nous avons soutenu notre priorité de monter sur site des formations spécifiques. Cela est particulièrement vrai pour les SCN musées nationaux puisque nous avons réalisé en 2016 pour leur compte 63 formations hors catalogue dont 27 sur les thèmes de l'accueil, de l'encadrement des équipes d'accueil et de la sûreté, 36 formations d'acquisition, maintien et remise à jour des connaissances en secourisme et sécurité incendie. Nous citerons en particulier : musée des châteaux de la Malmaison et de Bois-Préau (stage de 2 jours sur «Vols, intrusion, malveillance», «Prendre en charge une nouvelle équipe»), musée national de la Préhistoire («Sûreté, malveillance»), musée de Compiègne («Les fondamentaux de l'accueil», «Donner du sens à la mission d'accueil et de surveillance», «Faire appliquer le règlement de visite»), musée d'Ecouen («Fondamentaux de l'accueil des publics» «Accueil des publics spécifiques», «Accueil des publics en situation de handicap», «Manager ses équipes» «Motiver ses équipes d'accueil»), musée de Saint-Germain-en-Laye («L'accueil des publics en situation de handicap», «L'accueil des publics spécifiques»), musées Chagall, Léger et Biot («Les fondamentaux de l'accueil des publics», «L'accueil des publics en situation de handicap», «Vol, malveillance», «Le développement des relations interpersonnelles face au public»), château de Pau («Manager ses équipes»). Cela représente près de 350 stagiaires formés sur ces thématiques de l'accueil des publics, sur site, pour 131 jours de formations au total.

Nous avons repris cette année en collaboration avec les Archives de France (les responsables de la conservation préventive) une formation sur site, originale par sa conception et inspirée du projet «*Teamwork in preventive conservation*» de l'Institut international de Conservation, l'ICCROM. Cette formation s'intitule «*La conservation préventive, un travail d'équipe. Suivi sur trois années*». Cette formation est interactive, les services qui postulent doivent avoir des projets en conservation préventive et libérer du temps pour les réaliser. Depuis 2008, 12 services ont participé à ce programme : archives départementales ou municipales mais aussi un musée, ce qui représente un total de 168 agents formés. La première session se déroule en général sur trois jours, les suivantes sur une ou deux journées consacrées tous les 6 mois au bilan des actions des groupes de travail et si besoin à des formations complémentaires. 3 services ont été concernés en 2016 : les AD de la Marne (Châlons & Reims) / 3 jours du 26 au 28 septembre 2016 ; les AD de la Haute-Saône / 3 jours du 18 au 20 avril 2016 ; les AD de l'Hérault / 2 jours du 9 au 10 mai 2016.

Pour les Archives nationales, plusieurs stages ont été réalisés pour leurs personnels : 3 sessions d'1 journée chacune sur le «Plan de sauvegarde et d'urgence», 1 session sur «Le système informatique d'archivage». Nous avons organisé une formation de 5 jours sur «La description archivistique normalisée» pour les Archives du territoire de la Nouvelle-Calédonie à Nouméa (10 agents formés) et 2 sessions de chacune 3 jours sur «Les recherches archivistiques» pour le compte des Archives départementales des Alpes-Maritimes. Au total, ce sont 13 sessions intra d'organisées pour la spécialité Archives.

A la demande de la sous-direction de l'archéologie, une formation de 5 jours a été proposée sur le

Bilan du programme de formation 2016

thème de «La conservation en milieu tropical», à des personnels d'État et territoriaux, à la DAC Guadeloupe (avril 2016).

2- formations individuelles

Nous avons accompagné en formation individuelle une 40ne d'agents pour un coût global d'environ 35.000 euros. Cela représente des inscriptions à des formations de divers organismes : Mediadix, Ecole nationale des Chartes, INP, CNRS, CEA, GRETA, INA, Fondation de Coubertin, Ecole du Louvre, Sup Formation et concerne des apprentissages pointus à différentes connaissances théoriques et pratiques : livre, bibliographie, restauration, fonderie d'art, archives orales, tapisserie, histoire de l'art, apiculture...

4 Formations internationales archives

a) stage technique international d'archives (STIA) (30 mai-30 juin 2016) :

En 2016, 32 stagiaires, provenant de 24 pays différents ont été accueillis, dont 10 boursiers du gouvernement français. Il est à noter que plusieurs candidats se sont désistés avant le début du stage (Gabon, Kazakhstan, Roumanie, Ukraine) et que la proportion des boursiers représente 1/3 de la promotion contre la moitié en règle générale. Cela s'explique en partie par la baisse des allocations de bourses accordées par les postes en Afrique subsaharienne. Une moitié de la promotion est originaire du continent africain (Maghreb, Afrique de l'Ouest) avec une proportion croissante de stagiaires africains non boursiers ; 11 personnes, dont 3 français, viennent de pays européens, avec des pays hors champ francophone (Allemagne, Moldavie, Pologne, République tchèque, Russie), 1 d'Amérique latine (Brésil), 1 d'Asie (Vietnam). A noter, la participation pour la première fois, de 2 étudiants du master du patrimoine culturel de l'université Léopold Sédar Senghor d'Alexandrie (Egypte). Les stagiaires appartiennent aux services d'archives nationales ou régionales de leurs pays, ainsi qu'à des services de ministères, d'université ou des sociétés prestataires d'archivage (Bénin, Mali). La moyenne d'âge était d'une quarantaine d'années (plus élevée que l'année précédente), avec un équilibre hommes/femmes (14 hommes pour 18 femmes).

Grâce à l'implication et au savoir-faire de la nouvelle responsable des stages internationaux d'archives au DFST, plusieurs innovations ont été apportées tant au point de vue pratique que pédagogique : fourniture du badge du ministère, accès des stagiaires au restaurant administratif du ministère (prix stagiaire modique) ; du point de vue numérique, un programme du stage rédigé sous format d'agenda électronique a été réalisé, permettant la visualisation de l'agenda géo-localisée à tout moment avec rappels automatiques à tous les participants ; réalisation d'une page Facebook STIA 2016 partagée et plébiscitée par tous les stagiaires ; une page LinkedIn ayant pour but de regrouper les anciennes promotions ; la fiche d'évaluation du stage accessible sur notre page Internet Culture et remplie en ligne par les stagiaires (31 sur 32) ; l'utilisation des listes Sympa pour la diffusion des messages et l'hébergement des documents pédagogiques et travaux des stagiaires tout comme le partage de photos et films des cours.

Le service a en outre proposé un canevas simple pour faciliter le rapport de stage, à remplir par chaque stagiaire et à adresser à l'ambassade de France, de retour dans son pays.

Le stage était divisé en 5 modules (coordonnés par des chefs de modules), abordant les étapes de la chaîne archivistique et complété par un voyage d'étude à Tours.

Module «Fondamentaux» Le but de ce premier module consiste à aborder l'état de lieux des pratiques archivistiques en France avec des présentations de la réglementation archivistique, de la coopération internationale, du Conseil international des archives et de la formation archivistique.

Module « Collecte et gestion de l'archivage » Chantal Ménard, conseiller gestion de l'information à Hydro-Québec et enseignante à l'université du Québec à Montréal (UQAM) et Véronique Pisani,

Bilan du programme de formation 2016

responsable collecte aux Archives départementales de la Gironde. C'est la première fois que nous réalisons ce module avec la collègue québécoise recommandée par André Gareau (archiviste à l'UQAM et ancien chef de ce module) et la collègue française, par ailleurs très investie dans notre programmation de formation continue. Un gros travail préparatoire de coordination pédagogique a été réalisé par ces deux collègues, complété par une mise en ligne sur le PIAF de documentation à lire avant le module. Elles ont encadré et accompagné le groupe pendant tout le module.

Module « Traitement des archives » Danis Habib, chargé d'études documentaires au minutier central des notaires de Paris (Archives nationales). Comme les années précédentes, ce module conçu et réalisé par M. Habib a été unanimement salué par les stagiaires pour la richesse, la qualité du contenu aussi bien que pour l'implication humaine et professionnelle du responsable de module. Les travaux pratiques et les exposés étaient très bien préparés. Mentionnons particulièrement l'intervention de M. Laubie, considérée comme l'une des meilleures du STIA.

Module « Conservation-restauration » Marie Courselaud et Patricia Coste, département conservation des Archives nationales. Ce module a permis de visiter le bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine et d'aborder sous forme d'exposés ou «d'ateliers» les thématiques relatives à la numérisation, à la conservation préventive, au plan de sauvegarde et d'urgence, à la coopération internationale en matière de protection et de sauvegarde du patrimoine culturel.

Module « Communication-Valorisation » Brigitte Guigueno, chargée de la politique des publics, Service interministériel des Archives de France. Elle a accompli un important travail de conception pédagogique puis d'accompagnement des stagiaires tout au long du module. Plusieurs thèmes ont été abordés, sous la forme d'exposés, de visites (Service historique de la Défense, Archives de Paris, CARAN) ou «d'ateliers» : fabrique de l'histoire, archives orales, salles de lecture, Internet et réseaux sociaux, action éducative et culturelle.

Outre les visites de services d'archives et d'établissements (*Institut national du patrimoine, Archives départementales des Hauts-de-Seine, Archives de Paris, Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine, Archives du ministère de l'Ecologie et du développement, Archives du groupe La Poste, Archives diplomatiques, La Courneuve, Service historique de la Défense, Bibliothèque nationale de France*), le voyage d'études en province (*Archives départementales d'Indre-et-Loire, 15-17 juin 2016*) est considéré par les stagiaires comme un moment charnière du stage, le moment où la cohésion du groupe se forme.

Au total, les stagiaires ont le sentiment assez largement partagé d'avoir participé à un stage dense, délivrant de nombreuses connaissances théoriques, permettant de découvrir réseau et pratiques archivistiques françaises, le tout dans une ambiance sympathique, faite d'échanges avec les intervenants et entre eux.

b) conférence internationale supérieure d'archivistique (CISA) (10-14 octobre 2016) :

La cinquième session de la CISA a réuni une trentaine de participants (intervenants et stagiaires) autour du sujet de la conservation et de la sauvegarde du patrimoine culturel et archivistique. La CISA était destinée cette année aux professionnels d'archives du Maghreb et du Machrek.

Conçue et réalisée par deux responsables de la conservation du Service interministériel des Archives de France, la CISA a abordé les thèmes suivants : les bâtiments et les risques, les plans de sauvegarde et d'urgence, la pérennisation et la sauvegarde de l'information numérique, la coopération internationale, la lutte contre le vol et le trafic illicite des biens culturels, la formation et la sensibilisation des personnels des institutions patrimoniales.

Le programme s'est déroulé aux Archives nationales, à la Bibliothèque nationale de France et au Centre national du cinéma/Service des archives du film. Il a alterné conférences, retours de cas, visites, tables rondes menés par des responsables de la direction générale des patrimoines et des

Bilan du programme de formation 2016

Archives de France. Des experts issus d'institutions variées, UNESCO, musée du Louvre, Institut national de l'audiovisuel, Interpol, ministères de l'Intérieur et de la Défense, ont rencontré les collègues étrangers, partagé leurs expériences professionnelles et nourri de riches débats pendant tout ce séminaire international. Les stagiaires ont pour leur part eu la possibilité de présenter leurs propres pratiques en cours dans leurs pays.

A l'issue du séminaire, plusieurs pistes de coopération ultérieure ont été évoquées :

- Algérie : demande d'expertise française sur la conservation des archives numériques.
- Liban : souhait de renouvellement de la convention de formation entre l'université du Liban et la France (DGPAT, SIAF) ; demande de formation au Centre Phoenix pour les études libanaises sur la conservation du patrimoine audiovisuel (INA).
- Maroc : suivi avec des experts français de l'aménagement aux normes du nouveau bâtiment des Archives nationales (plan de sauvegarde et d'urgence).
- Tunisie : souhait de partenariat structuré entre collègues français et association des archivistes tunisiens.
- Qatar : projet de demande officielle de coopération avec la France du ministère de la Culture du Qatar.

Pour la première fois cette année, la CISA a fait l'objet d'une captation video quasi intégrale sur la semaine, pour une mise en ligne ultérieure d'une partie des débats.

c) protocole franco-russe :

Dans le cadre du protocole de coopération entre la direction générale des patrimoines, l'Ecole nationale des Chartes et l'Université d'Etat des sciences humaines de Russie, nous avons poursuivi les échanges pédagogiques de conférenciers et d'élèves entre les parties française et russe. Du côté français, des formateurs du Service interministériel des Archives de France (MM. Edouard Bouyé, directeur des Archives départementales de Côte d'Or et M. Vincent Bouat, chef de la mission des Archives auprès du ministère de la Culture et de la communication) ont chacun assuré l'un au printemps, le second à l'automne, 4 jours de cours d'archivistique française, auprès d'élèves francophones des 3ème et 5ème années de l'Institut d'histoire et d'archives, dépendant de l'Université d'Etat, à Moscou. M. Bouat est aussi intervenu à un colloque international organisé par le Centre international de recherche en archivistique russe (VNIIDAD).

Février 2017